



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 août 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 71 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Promotion et protection des droits humains : application  
des instruments relatifs aux droits humains**

## **Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Soumis en application des résolutions [36/151](#) et [77/209](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des activités menées par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, en particulier des décisions et recommandations issues de la cinquante-neuvième session de son conseil d'administration, qui s'est tenue à Genève du 18 au 22 mars 2024.

\* [A/79/150](#).



## **I. Introduction**

### **A. Présentation du rapport**

1. Le présent rapport a été établi conformément aux modalités approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [36/151](#), qui a porté création du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Il rend compte des activités menées par le Fonds, en particulier des décisions et recommandations issues de la cinquante-neuvième session de son conseil d'administration, qui s'est tenue à Genève du 18 au 22 mars 2024. Il vient compléter le rapport du Secrétaire général consacré au Fonds, qui portait sur les décisions et recommandations issues de la cinquante-huitième session du Conseil d'administration du Fonds, tenue à Genève du 9 au 13 octobre 2023, et a été soumis au Conseil des droits de l'homme à sa cinquante-cinquième session ([A/HRC/55/32](#)).

### **B. Mandat du Fonds**

2. Le Fonds est alimenté par des contributions volontaires versées par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des particuliers. Conformément à son mandat et à la pratique établie par son conseil d'administration, il accorde des subventions à des mécanismes d'assistance déjà en place qui soumettent des propositions de projet visant à apporter aux victimes de la torture et aux membres de leur famille une assistance médicale, psychologique, sociale, financière, juridique ou humanitaire, ou d'autres formes d'assistance directe. Il peut s'agir d'organisations non gouvernementales, d'associations de victimes et de parents de victimes, d'hôpitaux publics et privés, de centres d'aide juridique ou de cabinets juridiques d'intérêt public.

### **C. Administration du Fonds et Conseil d'administration**

3. Le Secrétaire général administre le Fonds par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), avec l'aide du Conseil d'administration, lequel est composé de cinq membres qui siègent à titre individuel et sont nommés par le Secrétaire général, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique équitable et en concertation avec leur gouvernement. Au cours de la période considérée, le Conseil d'administration était composé de Vladimir Jović (Président, Serbie), Julienne Lusenge (République démocratique du Congo), Juan E. Méndez (Argentine), Jens Modvig (Danemark) et Ambika Satkunanathan (Sri Lanka).

4. Le 27 avril 2024, M. Méndez a informé le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, de sa décision de démissionner du Conseil d'administration pour le reste de son second mandat. Il a salué le travail édifiant réalisé dans le monde entier par des centaines de bénéficiaires, souvent au péril de leur vie, de leur santé et de leur réputation.

## **II. Cinquante-neuvième session du Conseil d'administration**

5. La cinquante-neuvième session du Conseil d'administration s'est tenue à Genève, du 18 au 22 mars 2024, sous la présidence de M. Jović. Conformément à son programme de travail, le Conseil a examiné les principales questions suivantes : a) les recommandations pratiques, notamment relatives aux flux de financement consacrés aux urgences et au renforcement des capacités ; b) la tenue d'un atelier sur les services

de santé mentale pour les personnes rescapées de la torture ; c) l'érosion de l'espace civique, y compris l'usage de représailles ; d) la coordination et les partenariats stratégiques ; e) la gestion des subventions, notamment les visites sur le terrain.

6. Le Conseil d'administration a modifié son mandat, son règlement intérieur et ses méthodes de travail. Pour renforcer l'impartialité réelle et perçue du Conseil, ses membres ont accepté de se récuser lors de l'examen de demandes présentées par des organisations implantées dans leur pays de nationalité ou de résidence.

## **A. Recommandations pratiques, notamment relatives aux flux de financement consacrés aux urgences et au renforcement des capacités**

7. Le Conseil d'administration a examiné plusieurs questions d'orientation générale pendant la session et recommandé de modifier les lignes directrices du Fonds à l'usage des demandeurs et bénéficiaires de subventions. Les administrateurs ont cherché à accroître le potentiel du flux de financement des subventions d'urgence octroyées par le Fonds pour faire face aux crises des droits humains et aux crises humanitaires et proposé des mesures de souplesse et de gestion des risques. Les modifications suivantes ont été adoptées : permettre aux demandeurs de présenter une demande sans évaluation préliminaire, ne pas accorder à une même organisation plus d'une subvention d'urgence par période de cinq ans, et allonger la période d'exécution de 6 à 12 mois. Compte tenu des ressources limitées et des échéanciers de versements, le Conseil a également recommandé que des subventions ne soient pas octroyées pour aider telle ou telle victime de la torture mais plutôt que des filières d'orientation soient mises en place pour orienter les victimes vers d'autres sources de financement d'urgence.

8. Le Conseil d'administration a continué d'affiner la stratégie du Fonds concernant le flux de financement du renforcement des capacités après l'examen approfondi lancé en 2023 sur la base des résultats d'une enquête d'évaluation des besoins menée auprès de 133 bénéficiaires de subventions. Pendant la session, il a convenu de renforcer les capacités institutionnelles de petites organisations (organisations communautaires ou dirigées par des personnes rescapées) en exploitant les connaissances locales et en diversifiant le portefeuille de projets consacrés au renforcement des capacités. À cette fin, les membres du Conseil ont recommandé que seules les organisations cherchant à accroître leurs propres capacités aient droit aux subventions de renforcement des capacités et, corrélativement, sont convenus qu'il fallait considérer que les organisations cherchant à renforcer les capacités de tierces parties ne remplissaient pas les conditions d'octroi d'une subvention. Ils ont proposé qu'à la place, le Fonds aide les organisations ayant besoin d'une assistance technique et d'une formation à entrer en contact avec les entités proposant de tels services et facilite l'accès de ces organisations aux ressources nécessaires.

9. Le Conseil d'administration a recommandé que des ajustements techniques supplémentaires soient apportés aux lignes directrices. En vue de simplifier le processus de dépôt des demandes pour les organisations, il a recommandé que les demandeurs ne soient tenus de soumettre que 5 études de cas exposant les circonstances de la torture et présentant les types de services proposés à l'appui de chaque demande de subvention, au lieu de 10. Pour faciliter le processus d'enregistrement des bénéficiaires tout en garantissant l'exercice du devoir de précaution, les administrateurs ont également recommandé que deux lettres de référence de donateurs ou d'autres partenaires soient fournies au moment de l'enregistrement dans le système de gestion des subventions. Les modifications apportées aux lignes directrices seront applicables au cycle de subvention 2025.

## **B. Atelier sur les services de santé mentale pour les personnes rescapées de la torture**

10. Plus de 80 % des organisations qui bénéficient de l'appui du Fonds dans le monde offrent un soutien psychosocial. Dès lors la plus grande part des ressources allouées sert à financer de tels services, le Conseil d'administration a décidé d'axer son atelier thématique annuel de 2024 sur ce sujet, afin de mieux comprendre les divers modèles thérapeutiques proposés par les bénéficiaires et de tirer des enseignements de l'incidence qu'ils ont sur la réadaptation des personnes rescapées de la torture. Le 19 mars, un atelier sur le thème « Healing scars in the mind: mental health services for torture survivors » (Refermer les cicatrices psychologiques : des services de santé mentale pour les personnes rescapées de la torture) a été organisé à Genève, auquel ont participé des bénéficiaires, des professionnels et des partenaires internationaux provenant de Colombie<sup>1</sup>, du Danemark<sup>2</sup>, de France<sup>3</sup>, de Géorgie<sup>4</sup>, d'Ouganda<sup>5</sup>, de République arabe syrienne et de Türkiye<sup>6</sup>, de Thaïlande<sup>7</sup> ainsi que des États-Unis d'Amérique<sup>8</sup>. L'atelier a servi de plateforme d'échange d'informations, où les participants ont analysé les principales difficultés rencontrées et échangé de bonnes pratiques concernant quatre aspects des services de réadaptation pour les personnes rescapées de la torture : la garantie d'une véritable participation de ces personnes, l'adaptation des services à la diversité individuelle et contextuelle, l'évaluation des effets et l'attention au personnel de soins et aux aidantes et aidants.

11. La nécessité d'assurer une véritable participation de toutes les personnes bénéficiant de services psychosociaux au processus de traitement, y compris aux phases de planification, d'exécution, de suivi et d'évaluation, a été soulignée tout au long des délibérations. Les participants ont également remis en question la dichotomie « nous » et « eux » qui oppose victimes et professionnels, notant que les personnes soumises à la torture s'impliquaient souvent dans l'aide apportée à d'autres personnes, et vice versa. Des organisations ont fait part de leurs expériences quant à la variété de modèles de traitement qu'elles appliquent et sont convenues que des modalités différentes pouvaient être tout aussi efficaces les unes que les autres. Elles ont indiqué que proposer un choix de services était une méthode efficace pour garantir la participation et promouvoir l'autonomie. Elles ont également recommandé de « respecter le silence » et le droit d'une personne de refuser un traitement.

12. Les participants à l'atelier ont souligné que, pour être efficaces, les services devaient être adaptés à l'identité culturelle, à la foi, à l'appartenance ethnique, au genre et à l'expérience de la torture de chaque personne, entre autres facteurs. La prestation de services doit également être adaptée aux particularités du contexte en matière de droits humains et du contexte opérationnel, telles que celles liées aux zones de conflit ou aux situations dans lesquelles l'espace civique est réduit.

13. Il est impératif d'évaluer les effets des services de santé mentale sur les bénéficiaires. Les participants ont souligné qu'il était essentiel de tenir compte de la perspective de l'utilisateur dans toute évaluation. Ils ont indiqué qu'une combinaison de plusieurs méthodes de suivi et d'évaluation pourrait permettre de cerner les diverses façons dont le rétablissement pouvait commencer à se manifester dans la vie

<sup>1</sup> Corporación Centro de Atención Psicosocial.

<sup>2</sup> International Rehabilitation Council for Torture Victims.

<sup>3</sup> Centre Frantz Fanon.

<sup>4</sup> Georgian Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims.

<sup>5</sup> African Centre for the Treatment and Rehabilitation of Torture Victims.

<sup>6</sup> Association of Detainees and Missing Persons in Sednaya Prison.

<sup>7</sup> Cross-Cultural Foundation.

<sup>8</sup> Center for Victims of Torture.

d'une personne. Il a également été signalé que compléter les outils d'évaluation standardisés par d'autres outils permettant de mieux cerner des aspects différents du rétablissement, tels que la capacité d'une personne de faire confiance et d'entretenir des relations, était une bonne pratique.

14. Les participants à l'atelier ont également insisté sur le fait qu'il fallait prendre soin des prestataires de soins et services à la personne. Les organisations ont été encouragées à tenir compte des risques de traumatisme secondaire ou vicariant, d'épuisement professionnel et de saturation compassionnelle auxquels sont exposés le personnel et les bénévoles, et à prendre des mesures à cet égard. Il est également essentiel de veiller au bien-être des professionnels, notamment en assurant une supervision clinique et en instaurant une culture du « prendre soin de soi », pour assurer la pérennité des services pour la personne qui en bénéficie. Les participants ont suggéré d'intégrer ce type d'activités dans les propositions de projet et d'encourager les donateurs à les financer. Le Fonds peut, dans les subventions d'assistance directe qu'il octroie, couvrir les coûts des mesures permettant aux personnes concernées de prendre soin d'elles au titre des rubriques budgétaires relatives au développement institutionnel. Après l'atelier, le Conseil d'administration a recommandé que la même disposition soit prévue pour les subventions d'urgence et qu'une attention particulière soit accordée aux demandes de renforcement des capacités qui tenaient compte de ce besoin. Un article sur les conclusions de l'atelier, intitulé « Soigner les survivants de la torture : c'est dans le cœur que la douleur est la plus forte », a été publié sur le site Web du HCDH<sup>9</sup>.

### C. Érosion de l'espace civique, y compris l'usage de représailles

15. Le Fonds est en mesure de remplir son mandat consistant à fournir une assistance directe aux victimes de la torture lorsqu'il existe un environnement sûr et favorable dans lequel les organisations de la société civile peuvent fonctionner. À sa cinquante-neuvième session, le Conseil d'administration s'est à nouveau dit préoccupé par le fait que les bénéficiaires continuaient de rencontrer des obstacles dans l'exécution de leurs projets dans un contexte d'érosion de l'espace civique, notamment d'exposition à des risques de représailles pour avoir collaboré avec l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, dans la région de l'Afrique, deux organisations bénéficiaires luttent toujours pour se remettre des conséquences de l'arrestation et de la détention de membres de leur personnel, survenues en 2023, et continuent de se heurter à des obstacles entravant le travail qu'elles font au nom des personnes rescapées de la torture. En outre, de plus en plus de bénéficiaires demandent au secrétariat du Fonds d'adopter des mesures de précaution dans les communications relatives aux subventions qui leur sont octroyées.

16. Le secrétariat du Fonds a continué d'appliquer les procédures adoptées par le Conseil d'administration en 2022 pour lever certains des obstacles pratiques au versement de fonds aux bénéficiaires dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique. Il s'agit notamment d'assurer le suivi des faits de représailles contre des bénéficiaires de subventions et, en cas d'allégations, de renvoyer l'affaire, avec l'accord des personnes concernées, devant les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains ou autres partenaires compétents. Le Fonds souhaite également adopter une approche de financement flexible, par exemple en couvrant certains coûts liés aux mesures de sécurité et de protection, en s'adaptant aux ajustements budgétaires demandés et en agissant par l'intermédiaire d'organisations partenaires. Le Conseil d'administration continue également d'attirer l'attention sur le problème

<sup>9</sup> Nations Unies, HCDH, « [Soigner les survivants de la torture : c'est dans le cœur que la douleur est la plus forte](#) », 27 mars 2024.

de l'érosion de l'espace civique, publiquement et par l'entremise de démarches privées, et de diffuser des messages positifs concernant la contribution essentielle qu'apporte la société civile au respect du droit à réparation des personnes rescapées de la torture et de leur famille, notamment par l'intermédiaire de services de réadaptation.

## **D. Coordination et partenariats stratégiques**

### **Partenaires du système des Nations Unies**

17. Le Conseil d'administration a tenu une réunion virtuelle avec la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme pour se pencher sur les risques croissants en matière de sécurité et sur les obstacles administratifs que rencontrent les organisations dans l'exécution des projets soutenus par le Fonds. La Sous-secrétaire générale s'est dite préoccupée par la tendance mondiale au rétrécissement de l'espace civique et a indiqué qu'il importait d'analyser les données afin de voir si des schémas se dessinaient. Se référant au récent rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ([A/HRC/54/61](#)), elle a mis en évidence une tendance croissante à l'autocensure et au choix de ne pas coopérer avec l'ONU ou de le faire de manière anonyme, par crainte de représailles visant notamment des proches ou des collègues.

18. Le Conseil a également rencontré l'ancien Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Clément Nyaletsossi Voule, pour échanger leurs vues sur les risques et les restrictions de plus en plus nombreux auxquels les bénéficiaires doivent faire face. M. Voule a souligné que l'accès aux ressources était capital pour permettre aux associations de fonctionner efficacement et aux personnes de jouir pleinement d'autres droits humains et libertés grâce au travail de ces associations (voir [A/HRC/50/23](#)). Il a également présenté au Conseil un ensemble d'outils pratiques destinés à renforcer les capacités des membres des forces de l'ordre de promouvoir et protéger les droits humains dans le contexte de manifestations pacifiques, élaborés dans le cadre de son mandat (voir [A/HRC/55/60](#)).

19. Le Conseil d'administration a tenu un dialogue annuel virtuel avec les mécanismes de l'ONU chargés de la lutte contre la torture, auquel ont participé le Président du Comité contre la torture, Claude Heller, la Présidente du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Suzanne Jabbour, et la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Alice Jill Edwards. Lors de leur première réunion avec les nouveaux administrateurs, les titulaires de mandat ont fait le point sur la situation et renouvelé leur engagement en faveur d'une coopération stratégique. Les participants se sont félicités du soutien mutuel apporté à la collecte de fonds et des informations communiquées par les bénéficiaires du Fonds, notamment lors des missions et des appels à contribution. Par exemple, au cours de la période considérée, le Comité contre la torture a rappelé, dans ses observations finales sur les cinquièmes rapports périodiques de l'Azerbaïdjan ([CAT/C/AZE/CO/5](#)) et du Liechtenstein ([CAT/C/LIE/CO/5](#)), l'obligation faite à l'État d'accorder réparation aux victimes de la torture, notamment en leur fournissant des moyens de réadaptation, et a encouragé le versement de contributions au Fonds. Autre exemple, portant sur la communication d'informations : six bénéficiaires de subventions ont soumis au Sous-comité des contributions écrites au projet d'observation générale n° 1 (2024) sur l'article 4 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (lieux de privation de liberté).

20. Les experts sont convenus d'axer une déclaration commune<sup>10</sup> commémorant la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, célébrée le 26 juin, sur l'obligation de rendre compte du crime de torture, dans laquelle ils ont mis en exergue le fait que l'impunité continuait de prévaloir quatre décennies après l'adoption de la Convention contre la torture (voir par. 32 et 33 ci-dessous). Le Président du Comité contre la torture a indiqué qu'il était prévu de publier une déclaration ultérieure, le 10 décembre, centrée sur le quarantième anniversaire de la Convention.

21. Le Conseil d'administration a également tenu une réunion virtuelle avec le secrétariat du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, en vue d'échanger des informations sur leurs travaux et priorités respectifs en matière de lutte contre les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre, qui constituent souvent des actes de torture. Les administrateurs ont pris connaissance de la façon dont le fonds d'affectation spécial, qui est administré par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), mobilisait des sommes comparativement beaucoup plus grandes, fournissait un financement de base et d'urgence flexible à ses bénéficiaires, et, au-delà de son rôle de donateur, servait de plateforme et de communauté mondiales. Le Conseil a noté que plus de 50 % des projets financés par le Fonds aidaient des femmes et des filles, dont beaucoup avaient subi des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre. Les discussions ont débouché sur des accords mutuellement bénéfiques prévoyant une mise en commun de l'information et une communication régulières.

#### **Partenaires de la société civile**

22. Le Conseil d'administration a engagé des dialogues privés avec des bénéficiaires de subventions et des partenaires de la société civile internationale afin d'en savoir plus sur leur travail et d'entendre leurs points de vue sur les questions pratiques et stratégiques examinées liées aux flux de financement d'urgence et de renforcement des capacités. En plus des discussions qu'il a tenues sur ces questions avec les bénéficiaires ayant participé à l'atelier sur les services de santé mentale pour les personnes rescapées de la torture (voir par. 10 à 14 ci-dessus), le Conseil a rencontré des représentants de deux bénéficiaires qui ont assisté à la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme. Une représentante de l'Assessoria Popular Maria Felipa (Brésil) s'est félicitée de l'appui que le Fonds avait apporté à l'organisation depuis 2022, qui a permis à des femmes incarcérées, principalement d'ascendance afro-brésilienne, de lutter contre la discrimination et de bénéficier de services de base, ainsi que de tirer parti des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains. Une représentante d'une organisation de la Fédération de Russie a souligné que le soutien de longue date du Fonds avait été décisif pour permettre à son organisation de continuer à fonctionner dans un contexte d'érosion de l'espace civique. Elle a expliqué comment l'organisation avait continué de fournir l'assistance d'un avocat à des détenus soumis à la torture malgré les risques et les obstacles administratifs.

23. Le Conseil d'administration a également organisé une réunion hybride pour débattre des stratégies de prévention de la torture, de lutte contre la torture et de prise en charge des conséquences de la torture, à laquelle ont participé des représentants du consortium United against Torture, un consortium composé de l'Association pour la prévention de la torture, de l'International Federation of Action by Christians for the

<sup>10</sup> Organisation des Nations Unies, HCDH, « [L'obligation de rendre des comptes et la justice pour les victimes de la torture sont au cœur des commémorations de la Convention contre la torture : Mécanismes anti-torture des Nations Unies](#) », 26 juin 2024.



Abolition of Torture, de l'International Rehabilitation Council for Torture Victims, de l'Omega Research Foundation, de REDRESS et de l'Organisation mondiale contre la torture. Lors de leur première réunion, le Conseil et le consortium récemment créé sont convenus d'établir une coopération stratégique, en particulier pour renforcer le secours d'urgence et le développement des capacités grâce à la création de filières d'orientation (voir par. 28 ci-dessous) et accroître la participation des personnes rescapées en donnant une place de choix à leurs opinions lors des délibérations. Des partenaires internationaux ont également suggéré d'appuyer un financement global de la réparation en faveur des victimes de la torture grâce à une coordination entre les donateurs, et ont encouragé le Fonds à se mettre en relation avec les parties prenantes concernées, dont lesdits donateurs.

24. Des bénéficiaires ont également assisté à une réunion virtuelle avec la direction du Center for Victims of Torture en vue de mobiliser un appui plus large à l'échelle mondiale, notamment des ressources financières, pour défendre le droit des victimes de la torture partout dans le monde d'obtenir réparation. L'un des sujets abordés a été la manière de s'y prendre pour tirer parti de l'élan insufflé par une manifestation parallèle organisée en 2023 à Genève par le Département d'État des États-Unis d'Amérique à l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture en vue de mobiliser un soutien financier pour le Fonds (voir [A/78/263](#), par. 33 à 35). D'autres idées qui permettraient d'agrandir et de diversifier la base de financement ont été échangées, telles qu'élargir le Groupe des Amis et encourager les contributeurs actuels et les membres du Groupe à augmenter collectivement leurs contributions au Fonds et à envisager d'autres types de dons.

#### **Groupe des Amis du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et États Membres partenaires**

25. Le Conseil d'administration a encouragé le soutien en faveur du Fonds et partagé les conclusions de l'atelier avec les partenaires, notamment les représentants de 14 États Membres<sup>11</sup>, lors d'un dialogue marquant le quarantième anniversaire de la Convention contre la torture. Le Directeur et cofondateur de l'Association of Detainees and Missing Persons in Sednaya Prison (République arabe syrienne et Türkiye) a expliqué que la thérapie lui avait permis de recouvrer des fonctions élémentaires de la vie quotidienne après 20 ans passés en détention. Il a également évoqué le pouvoir de guérison de l'action collective entreprise pour obtenir justice et l'effet multiplicateur qu'avait l'appui apporté par le Fonds sur les familles et les communautés. Le Directeur de la Cross-Cultural Foundation (Thaïlande) a présenté des images colorées représentant des « cartes corporelles » peintes par des personnes rescapées de la torture qui permettent à celles-ci de montrer leur douleur et leurs points de guérison pour illustrer comment l'art pouvait contribuer au rétablissement. Des représentants du Chili et de l'Allemagne, pays assurant la coprésidence du Groupe des Amis, ont une nouvelle fois demandé une augmentation des contributions versées au Fonds afin d'offrir une réparation aux milliers de victimes qui n'avaient pas pu en obtenir faute de financement. Ils ont également abordé la nécessité d'améliorer la représentation géographique, en particulier de la région de l'Afrique et de celle de l'Asie et du Pacifique, au sein du Groupe.

<sup>11</sup> Allemagne, Arabie saoudite, Autriche, Chili, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Luxembourg, Mexique, Pérou, Portugal, République démocratique du Congo et Suisse.



## **E. Gestion des subventions et visites sur le terrain**

### **Subventions annuelles pour 2024**

26. À sa cinquante-huitième session et dans le cadre de son appel à demandes de subventions pour 2024, le Conseil d'administration a examiné 256 demandes jugées recevables concernant des projets annuels dont le secrétariat avait recommandé le financement, représentant un montant total de 16 101 448 dollars de demandes de financement. En tout, il a recommandé l'octroi de 190 subventions annuelles pour 2024, pour un montant total de 8 139 200 dollars, afin de venir en aide à quelque 48 883 personnes rescapées de la torture et à leur famille dans 93 pays. Parmi les projets devant être mis en œuvre entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024, 183 concernaient la prestation de services d'assistance directe à des personnes soumises à des actes de torture et à leur famille, et 6 visaient à renforcer la capacité des organisations bénéficiaires de fournir de tels services.

### **Subventions d'urgence pour 2024 (premier semestre)**

27. Le Conseil d'administration a également décidé de réserver 250 000 dollars pour pouvoir répondre aux demandes de subventions d'urgence en 2024. Conformément à la recommandation du Conseil selon laquelle toute recette supplémentaire imprévue devrait être affectée au flux de financement d'urgence, des économies de 456 850 dollars ont ensuite été ajoutées au montant initial, portant le montant total réservé aux subventions d'urgence en 2024 à 706 850 dollars. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2024, selon la procédure intersessionnelle établie, le Fonds a accordé quatre subventions d'urgence, d'un montant total de 190 000 dollars, pour permettre la fourniture de services à quelque 1 279 personnes soumises à la torture ainsi qu'à leur famille dans la région de l'Afrique et dans celle de l'Asie et du Pacifique. Les subventions accordées au titre de la procédure d'urgence visaient à financer des services d'aide dans les contextes suivants : changement soudain de situation, augmentation soudaine des besoins des personnes rescapées de la torture et besoin d'une intervention immédiate.

28. Grâce au système d'orientation dont sont convenus le Conseil d'administration et le consortium United against Torture à la cinquante-neuvième session du Conseil, une subvention d'assistance directe a été octroyée par l'Organisation mondiale contre la torture et All Out à une organisation située dans la région de l'Afrique pour fournir aide humanitaire, assistance juridictionnelle et sécurité numérique à la personne à sa tête, qui a été arbitrairement détenue et maltraitée. En outre, une organisation de la région de l'Asie et du Pacifique a soumis une demande de subvention d'urgence au Fonds sur la recommandation d'un membre de ce consortium.

### **Subventions annuelles pour 2025**

29. Dans le cadre de l'appel à demandes de subventions pour 2025, ouvert du 15 janvier au 1<sup>er</sup> mars 2024, le secrétariat du Fonds a reçu 326 demandes déposées par des organisations de la société civile pour des projets devant être exécutés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2025. En mars et en avril 2024, il a évalué la recevabilité de ces demandes. Au total, 288 ont été jugées recevables, représentant un montant de 17 042 848 dollars d'assistance directe pour les victimes de la torture et leurs proches et de renforcement des capacités pour les organisations apportant leur appui à ces personnes. Le Conseil d'administration devrait formuler des recommandations concernant l'octroi des subventions à sa soixantième session, qui se tiendra du 7 au 11 octobre 2024 à Genève.

### **Contrôle et évaluation**

30. Dans l'exercice de leur devoir de précaution, le Conseil d'administration, le secrétariat du Fonds et les présences sur le terrain du HCDH effectuent des visites sur place auprès des organisations qui proposent des projets. Ces visites ont lieu avant l'octroi d'une subvention à une nouvelle proposition de projet. Des visites périodiques sont effectuées auprès des organisations qui demandent le renouvellement de la subvention dont elles bénéficient, dans le but de contrôler l'exécution des projets en cours et de vérifier les effets qu'ils produisent. Plus de 50 visites sont prévues en 2024. Elles seront en grande partie effectuées par les présences sur le terrain en raison de considérations financières et écologiques. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2024, des visites ont été effectuées auprès de neuf organisations dans trois pays.

### **Module d'attribution des subventions d'Umoja**

31. Le Conseil d'administration s'est inquiété des retards pris dans le décaissement des subventions annuelles pour 2023 dus aux adaptations continues liées à la transition vers le module d'attribution des subventions d'Umoja, vers lequel toutes les entités du Secrétariat des Nations Unies étaient tenues de migrer. Il a également pris note des répercussions de la nouvelle procédure sur la charge de travail des bénéficiaires et du secrétariat du Fonds. Grâce aux mesures d'atténuation des effets prises par le HCDH, les subventions annuelles pour 2024 ont été versées en temps voulu et la charge de travail liée aux demandes et à la communication a été réduite.

## **III. Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture**

32. À l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin 2024, le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Conseil d'administration du Fonds ont publié une déclaration commune sur l'obligation de rendre compte du crime de torture<sup>12</sup>. Les experts ont salué les améliorations apportées au cadre de lutte contre la torture au cours des 40 dernières années et noté que de nombreux obstacles continuaient d'entraver la conduite efficace d'enquêtes sur le crime de torture dans toutes les régions du monde.

33. Dans la déclaration, les experts ont souligné l'importance que revêtaient les actions en justice à visée stratégique s'agissant d'obtenir justice pour les personnes rescapées de la torture et de promouvoir la réconciliation, ainsi que la grande contribution qu'apportait le Fonds à l'appui fourni tout au long de la procédure judiciaire. Ils ont conclu en appelant fermement les États à s'acquitter de leurs obligations internationales et à renouveler leur engagement en faveur d'un monde sans torture.

34. Le HCDH a publié sur son site Web un article intitulé « Survivre à la torture : “je choisis la vie, jour après jour” »<sup>13</sup> sur l'action en justice stratégique menée par la famille d'Emma Molina Theissen, originaire du Guatemala, avec l'appui de deux

<sup>12</sup> « L'obligation de rendre des comptes et la justice pour les victimes de la torture sont au cœur des commémorations de la Convention contre la torture »

<sup>13</sup> Organisation des Nations Unies, HCDH, « Survivre à la torture : “je choisis la vie, jour après jour” », 24 juin 2024.

organisations bénéficiaires de subventions du Fonds<sup>14</sup>. Après plus de trois décennies de mobilisation ayant abouti à une décision de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, une juridiction guatémaltèque de première instance a condamné quatre militaires pour les violences sexuelles subies par Emma Molina Theissen et pour la disparition forcée de son frère de 14 ans, Marco Antonio. Emma Molina Theissen encourage les personnes ayant subi des actes de torture à trouver la force de se reconstruire pour ne pas se laisser complètement anéantir par leurs bourreaux. Plus de 20 % des organisations soutenues par le Fonds aident des proches des personnes disparues, qui sont reconnus comme des victimes de la torture par le droit international.

35. En Tunisie, le 25 juin, le Fonds et le bureau de pays du HCDH ont coorganisé avec le Mécanisme national de prévention et l'Alliance contre la torture une table ronde sur la situation actuelle dans le pays en ce qui concerne la lutte contre l'impunité. Trente-huit participants, dont des représentants du Ministère de l'intérieur, du Ministère des affaires sociales et de la société civile, ont engagé un dialogue constructif pour faire le point sur l'application des recommandations du Comité contre la torture en matière d'obligation de rendre compte et de réparation ainsi que pour définir des priorités pour l'avenir. Le Vice-Président du Comité contre la torture, Abderrazak Rouwane, et un membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Abdallah Ounnir, ont présenté une perspective internationale de la lutte contre l'impunité. L'éducation et l'expression créative ont également été mises au profit de la sensibilisation aux droits humains en Tunisie, dans le cadre d'un concours artistique pour les enfants et les jeunes organisé conjointement avec l'Organisation mondiale contre la torture. Près de 70 œuvres d'art explorant la justice et la dignité humaine ont été créées par des participants âgés de 6 à 22 ans originaires de Tunis et des régions voisines de Sousse et de Jendouba. Certains jeunes artistes ont été récompensés lors d'une cérémonie de remise des prix organisée à la Cité des sciences de Tunis le 26 juin.

36. À Genève, le Fonds a aidé à organiser une visite de l'exposition d'art intitulée « Torture must stop now » pour les membres de la communauté des droits humains et de la communauté diplomatique. L'exposition en plein air, organisée conjointement par l'initiative Artistes contre la torture, l'Association pour la prévention de la torture et le Comité international de la Croix-Rouge, présentait les œuvres de 11 jeunes femmes artistes de la Haute école d'art et de design de Genève dans le but de sensibiliser le public à la torture, à la violence sexuelle et aux formes contemporaines d'esclavage. La Présidente d'Artistes contre la torture, Kristen Knupp, a dirigé la visite avec deux des artistes dont les œuvres étaient exposées, Mel Wieland et Razene El Mestaysser, qui ont donné une interprétation plus approfondie de leur travail.

#### IV. Histoire marquante

37. Les travaux menés par le Fonds jouent un rôle décisif dans l'assistance apportée chaque année à des milliers de personnes et à leur famille pour les aider à se remettre de la torture, car le Fonds facilite l'accès à des services holistiques, notamment l'assistance d'un avocat. Les projets d'action en justice à visée stratégique, en particulier, aident les victimes de la torture à obtenir réparation et peuvent toucher la communauté dans son ensemble grâce aux effets préventifs de l'établissement de précédents juridiques. Par exemple, en 2024, une cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation d'un commandant rebelle libérien et lui a infligé une peine de 30 ans de prison, le jugeant coupable de divers crimes, dont la torture et la soumission au

<sup>14</sup> Center for Justice and International Law et Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos.

travail forcé de deux hommes. Cette condamnation a été rendue possible grâce à un projet mené par l'organisation internationale Civitas Maxima, l'une des bénéficiaires du Fonds, et par son partenaire, le Global Justice and Research Project, qui ont épaulé les victimes libériennes de la torture et les ont aidées à faire fond sur des décisions judiciaires rendues à l'étranger pour demander des comptes et obtenir justice pour les crimes de guerre qu'elles ont subis.

## V. Situation financière du Fonds

38. En 2023, le Fonds a reçu des contributions de 21 États Membres et des dons publics s'élevant à 10 543 905 dollars, ainsi que des annonces de contributions de deux États Membres d'un montant de 65 000 dollars, soit un total de 10 608 905 dollars. Le Conseil d'administration s'est félicité de toutes les contributions reçues et annoncées. Néanmoins, il manquait environ 9 000 000 de dollars pour répondre à la totalité des demandes de subventions annuelles présentées au titre de l'assistance directe ou du renforcement des capacités jugées recevables pour 2024.

39. Le tableau ci-dessous présente les contributions et les annonces de contribution reçues par le Fonds en 2023.

### Contributions reçues entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de réception</i>
Allemagne	271 885,07	11 octobre et 15 décembre 2023
Andorre	10 672,36	27 novembre 2023
Autriche	52 742,62	4 octobre 2023
Canada	43 699,93	3 avril 2023
Danemark	288 018,43	26 juin 2023
États-Unis d'Amérique	9 000 000,00	29 novembre 2023
France	54 525,63	13 novembre 2023
Inde	50 000,00	29 décembre 2023
Irlande	163 576,88	6 juin 2023
Italie	10 741,14	28 septembre 2023
Koweït	10 000,00	12 juillet 2023
Liechtenstein	57 077,63	5 décembre 2023
Luxembourg	16 429,35	31 août 2023
Monténégro	1 651,98	10 août 2023
Norvège	185 649,31	13 juillet 2023
Pakistan	10 000,00	31 décembre 2023
Pérou	1 873,49	10 mars 2023
Portugal	10 787,49	27 décembre 2023
Qatar	30 000,00	15 juin 2023
Suisse	200 000,00	13 décembre 2023
Tchéquie	9 276,44	22 juin 2023
Particuliers	298,07	
<b>Total</b>	<b>10 478 905,82</b>	

## Annonces de contributions reçues entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de réception</i>
Arabie saoudite	65 000,00	Payé le 3 janvier 2024
<b>Total</b>	<b>65 000,00</b>	

40. Au 30 juin 2024, le Fonds avait reçu des contributions de sept États Membres et des dons publics d'un montant de 542 263 dollars. Le nombre de demandes de subventions soumises au Fonds pour 2025 a augmenté de 6 % par rapport à 2024. Au total, sur 326 demandes déposées pour 2025, 288 ont été jugées recevables, représentant un montant total de 15 888 551 dollars d'assistance directe aux victimes de la torture et à leur famille. Il ne s'agit là que d'une petite fraction des besoins estimés des personnes rescapées de la torture à l'échelle mondiale. Si le financement se maintient au même niveau qu'en 2023, ou s'il diminue, le déficit de financement devrait augmenter, tout comme le nombre de personnes rescapées de la torture qui n'auront pas accès aux services dont elles ont besoin. Le Conseil lance un appel à contributions pour permettre au Fonds de s'acquitter de son mandat et de fournir aux victimes de la torture et à leur famille une assistance correspondant à la demande.

## VI. Procédure à suivre pour verser une contribution au Fonds

41. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées peuvent verser des contributions au Fonds. Pour de plus amples renseignements sur le Fonds ainsi que sur la procédure à suivre pour y contribuer, les donateurs sont invités à s'adresser au secrétariat, à l'adresse suivante :

Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture  
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
Organisation des Nations Unies, CH 1211 Genève 10, Suisse  
Adresse électronique : [ohchr-supportsurvivors@un.org](mailto:ohchr-supportsurvivors@un.org) ; Tél : +41 22 917 9376

42. Des dons peuvent également être faits en ligne à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/fr/donation](http://www.ohchr.org/fr/donation). On trouvera des renseignements sur le Fonds à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/fr/torturefund](http://www.ohchr.org/fr/torturefund).

## VII. Conclusions et recommandations

43. L'interdiction de la torture s'applique en tout temps et en toute circonstance et concerne les acteurs tant étatiques que non étatiques. La Convention contre la torture, adoptée il y a 40 ans, fait obligation aux États d'ériger tous les actes de torture en crimes, d'enquêter sur tous ces actes et d'en poursuivre tous les auteurs. La protection des victimes et leur participation à la lutte pour la justice sont primordiales et doivent être appuyées, notamment par des actions en justice à visée stratégique, qui peuvent créer des précédents juridiques afin d'empêcher de nouvelles violations. La Convention consacre également le droit à réparation des victimes de la torture, qui inclut le versement d'indemnités et la fourniture des moyens nécessaires à une réadaptation aussi complète que possible. Compte tenu des effets dévastateurs de la torture sur la vie des victimes, de leur famille et de leur communauté, les États devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir aux personnes rescapées de la

torture un accès rapide à des services de santé mentale et à d'autres services essentiels à leur processus de rétablissement.

44. Le Fonds continue de jouer un rôle fondamental dans la défense du droit à réparation à l'échelle mondiale en faisant en sorte que les victimes de la torture et leur famille aient accès à une aide médicale, psychologique, juridique, sociale et humanitaire ainsi qu'à d'autres formes d'aide essentielle, et en permettant que leurs voix soient entendues et amplifiées. Depuis sa création il y a 42 ans, il a accordé plus de 5 300 subventions à 680 organisations, notamment des organisations de personnes rescapées, dans plus de 142 pays, pour un montant total de près de 220 000 000 dollars. Rien qu'en 2024, il a octroyé des subventions à 190 organisations de la société civile fournissant directement des services médicaux, psychologiques, sociaux et juridiques à plus de 48 883 personnes rescapées de la torture, notamment des défenseurs et défenseuses des droits humains, des membres de mouvements d'opposition politique, des journalistes, des étudiantes et étudiants militants, des personnes migrantes et demandeuses d'asile, ainsi que des personnes en situation de handicap, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, des enfants et des femmes en situation de conflit armé, des membres de minorités ethniques et des peuples autochtones, dans 93 pays du monde.

45. En 2023, le Fonds a reçu 25 contributions, annonces de contributions et dons publics, pour un montant de 10 608 905 dollars. Dans le cadre de l'appel à demandes de subventions lancé en 2024, le Fonds a reçu des demandes recevables pour 2025 qui nécessitent plus de 18 millions de dollars de financement au titre de l'aide aux victimes de la torture, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Le Fonds a besoin de recettes supplémentaires pour être mieux à même de répondre à la demande d'assistance croissante des centres de réadaptation et d'autres acteurs de la société civile dans le monde entier, même si, en réalité, à l'échelle mondiale, les besoins des victimes de la torture sont encore bien plus grands. Le Conseil d'administration et les 16 membres du Groupe des Amis du Fonds engagent les États Membres et les autres parties prenantes à verser au Fonds des contributions qui traduiraient concrètement leur engagement de respecter le droit à réparation des victimes de la torture et leur volonté d'éliminer cette pratique.

---